



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

avis 68.228/4  
du 30 novembre 2020

sur

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'modifiant  
l'arrêté du Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale  
du 25 avril 2019 réglant la  
forme ainsi que les procédés  
d'information et de mise à  
disposition des décisions prises  
en matière de permis  
d'urbanisme, de permis de lotir  
et de certificat d'urbanisme par  
le collège des bourgmestres et  
échevins, le fonctionnaire  
délégué et le Gouvernement'

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

advies 68.228/4  
van 30 november 2020

over

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'tot wijziging van het  
besluit van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering van  
25 april 2019 tot bepaling van  
de vorm en van de procedures  
voor de bekendmaking en de  
terbeschikkingstelling van de  
beslissingen, genomen door het  
college van burgemeester en  
schepenen, de gemachtigde  
ambtenaar en de Regering  
inzake stedenbouwkundige  
vergunningen,  
verkavelingsvergunningen en  
stedenbouwkundige attesten'

Le 30 octobre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 réglant la forme ainsi que les procédés d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestres et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 novembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 novembre 2020.

\*

Op 30 oktober 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 tot bepaling van de vorm en van de procedures voor de bekendmaking en de terbeschikkingstelling van de beslissingen, genomen door het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar en de Regering inzake stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 november 2020.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', chaque ministre doit établir un rapport d'évaluation, notamment, pour les projets d'actes réglementaires.

Ce rapport d'évaluation concerne l'impact du projet sur la dimension du genre, conformément à l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension du genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Ce rapport doit également inclure une analyse d'impact exhaustive du projet compte tenu des critères suivants :

- handicap ;
- minorités culturelles et ethniques ;
- orientation sexuelle, identité de genre et expression de genre ;
- origine et condition sociale.

Le dossier transmis à la section de législation ne comporte pas un tel rapport. Le demandeur d'avis veillera dès lors à l'accomplissement de la formalité requise et le préambule sera complété en conséquence.

### FONDEMENT JURIDIQUE

1. Le préambule du projet mentionne comme fondements légaux les articles 195 et 199 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 (ci-après le « CoBAT »).

Les articles 195 et 199 du CoBAT, que se donne également pour fondement juridique l'arrêté du 25 avril 2019 dont la modification est envisagée, disposent comme suit :

« Art. 195. Le Gouvernement détermine la forme des permis, celle des décisions de refus de permis, des décisions de suspension et d'annulation de permis.

Le Gouvernement détermine également les délais dans lesquels et les modalités suivant lesquelles les autorités délivrantes doivent :

- informer le public, ainsi que les autorités qui ont été consultées en cours d'instruction de la demande, de l'adoption de leurs décisions d'octroi ou de refus de permis ;

- mettre ces décisions à disposition de ceux-ci ».

« Art. 199. Le Gouvernement détermine la composition du dossier de la demande ainsi que la forme des décisions en matière de certificat d'urbanisme ».

2. S'agissant des permis d'urbanisme et de lotir, et des décisions y relatives, l'article 195, alinéa 2, du CoBAT habilite le Gouvernement à « détermine[r] les délais dans lesquels et les modalités suivant lesquelles les autorités délivrantes doivent [...] informer le public, ainsi que les autorités qui ont été consultées en cours d'instruction de la demande, de l'adoption de leurs décisions d'octroi ou de refus de permis [et] mettre ces décisions à disposition de ceux-ci ».

Par contre, l'article 199 du CoBAT, relatif aux certificats d'urbanisme, ne contient aucune habilitation en ce sens au Gouvernement, et se limite, à l'instar, en substance, de l'article 195, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, à habiliter le Gouvernement à « détermine[r] la composition du dossier de la demande ainsi que la forme des décisions en matière de certificat d'urbanisme ».

Par conséquent, dans la mesure où l'arrêté en projet entend s'appliquer aux décisions relatives aux certificats d'urbanisme, il est dépourvu de fondement juridique <sup>1</sup>.

3. S'agissant des permis d'urbanisme, le texte en projet a tout spécialement pour objet d'imposer au demandeur d'afficher le permis à différents endroits, en dehors de l'hypothèse prévue par l'article 194/2 du CoBAT <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> En ce sens, voir l'avis n° 67.499/4 donné le 5 juin 2020 sur un projet devenu l'arrêté 'n° 2020/037 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux du 10 juin 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 réglant la forme ainsi que les procédés d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67499.pdf>.

<sup>2</sup> Cet article dispose comme suit :

« Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 301, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Le titulaire du permis doit avertir par lettre recommandée le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes autorisés ainsi que de l'affichage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article ».

Or, l'article 195 du CoBAT habilite uniquement le Gouvernement à déterminer les modalités selon lesquelles les autorités doivent informer le public, ainsi que les autorités qui ont été consultées en cours d'instruction de la demande, de l'adoption de leurs décisions d'octroi ou de refus de permis et mettre ces décisions à disposition de ceux-ci.

Il n'habilite pas le Gouvernement à imposer des obligations d'information et de publicité à des tiers autres que les autorités délivrantes.

Dans la mesure où l'arrêté en projet impose au demandeur d'afficher le permis à différents endroits, en dehors de l'hypothèse prévue par l'article 194/2 du CoBAT, il ne peut donc trouver de fondement juridique dans l'article 195 précité.

Le projet sera revu à la lumière de cette observation.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Les dispositions visées aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 7 et 8 ne procurent pas de fondement juridique au projet et ne sont pas modifiées par celui-ci.

Ces dispositions ne seront dès lors pas mentionnées au préambule sous la forme de visas.

Elles peuvent néanmoins l'être sous la forme de considérants.

2. Les visas relatifs aux avis donnés par l'Autorité de protection des données et le Conseil d'État seront placés avant les considérants.

## DISPOSITIF

### Article 2

1. L'article 12 des décrets et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 'relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises' dispose comme suit :

« Dans les 10 jours ouvrables de leur délivrance, les autorités administratives compétentes publient, sous la rubrique transparence de leur site internet, les permis d'urbanisme, les permis de lotir et leurs modifications qui ont fait l'objet d'un rapport ou d'une étude d'incidences. Ce rapport ou cette étude est joint à la publication. Lorsque la demande de permis d'urbanisme était soumise aux mesures particulières de publicité, les plans de synthèse sont joints à la publication.

Indépendamment de la réalisation d'un rapport ou d'une étude d'incidences, les autorités administratives compétentes publient, dans le même délai, les permis d'urbanisme, les permis de lotir et leurs modifications lorsque ceux-ci sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur l'aménagement du territoire.

Lorsque les documents visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 comportent des éléments relatifs à la vie privée, des éléments faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle ou des éléments dont la divulgation serait susceptible de porter gravement atteinte à la sécurité publique, l'autorité administrative s'assure, préalablement à la publication, que ces éléments soient omis du document publié ».

Cette disposition a vocation à s'appliquer quelles que soient les règles prévues par l'arrêté en projet.

Quant à l'arrêté en projet, il doit se conformer à l'article 12 dès lors qu'il s'agit d'une norme de nature législative, qui lui est donc supérieure en rang dans la hiérarchie des normes.

À priori, l'arrêté en projet ne prévoit aucune règle qui méconnaîtrait celles résultant de l'article 12.

Il reste toutefois que, aux fins d'éviter toute confusion ou doute quant à la conformité du projet à cette norme législative, le texte en projet pourrait être utilement complété en prévoyant que, outre les données prévues à l'article 6, alinéa 2, en projet, sont également occultées les données faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle ou des éléments dont la divulgation serait susceptible de porter gravement atteinte à la sécurité publique et ce, conformément à l'article 12 des décrets et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019.

2. Au 3<sup>o</sup>, b) (article 6, § 4, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, en projet), il est question d'« un courrier confirmant cet avis [du collège d'urbanisme] accompagné des plans cachetés s'y référant ».

À ce propos, l'article 188/2, alinéa 1<sup>er</sup>, du CoBat énonce que « [...] le Collège d'urbanisme notifie son avis aux parties et au Gouvernement dans les septante-cinq jours de la date d'envoi du recours », mais ne prévoit pas l'envoi d'un courrier confirmant l'avis du Collège d'urbanisme accompagné des plans cachetés s'y référant.

L'auteur du projet réexaminera le dispositif et, le cas échéant, reverra celui-ci de manière à assurer sa parfaite cohérence au regard des dispositions légales et réglementaires applicables aux modalités de notification de l'avis du Collège d'urbanisme dont il est question aux articles 188/1 et suivants du CoBat.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ moet elke minister – onder meer – voor de reglementaire ontwerpen een evaluatieverslag opstellen.

Dat evaluatieverslag betreft “de impact van het ontwerp op het criterium van de genderdimensie, overeenkomstig de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.

Dat verslag moet eveneens een exhaustieve impactanalyse van het ontwerp bevatten gelet op de volgende criteria:

- Handicap;
- etnisch-culturele minderheden;
- seksuele oriëntatie, genderidentiteit en genderexpressie;
- afkomst en sociale situatie.

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, bevat geen dergelijk verslag. De adviesaanvrager dient er bijgevolg op toe te zien dat dit verplicht vormvereiste vervuld wordt en de aanhef moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

### RECHTSGROND

1. In de aanhef van het ontwerp worden als rechtsgrond de artikelen 195 en 199 vermeld van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 (hierna “het BWRO”).

De artikelen 195 en 199 van het BWRO, die eveneens als rechtsgrond opgegeven worden in het besluit van 25 april 2019 dat bij dit ontwerp gewijzigd zou worden, luiden als volgt:

“Art. 195. De Regering bepaalt de vorm van de vergunningen, van de beslissingen tot weigering van de vergunning, van de schorsingsbeslissingen en van de vernietigingsbeslissingen van de vergunning.

De Regering bepaalt tevens de termijnen waarbinnen en de modaliteiten volgens welke de vergunnende overheden:

- de bevolking en de overheden die werden geraadpleegd tijdens de behandeling van de vergunningsaanvraag moeten informeren over de goedkeuring van hun beslissingen tot verlening of weigering van vergunning;

- deze beslissingen aan hen ter beschikking moeten stellen.”

“Art. 199. De Regering stelt de samenstelling van het aanvraagdossier en de vorm van de beslissingen inzake het stedenbouwkundig attest vast.”

2. De regering wordt, met betrekking tot de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de beslissingen die daarmee verband houden, bij artikel 195, tweede lid, van het BWRO gemachtigd om te “bepa[len binnen welke] termijnen en [volgens welke] modaliteiten de vergunnende overheden (...) de bevolking en de overheden die (...) tijdens de behandeling van de vergunningsaanvraag [geraadpleegd werden], moeten informeren over de goedkeuring van hun beslissingen tot verlening of weigering van vergunning [en] deze beslissingen aan hen ter beschikking moeten stellen.”

Artikel 199 van het BWRO daarentegen, dat betrekking heeft op de stedenbouwkundige attesten, bevat daarentegen geen enkele machtiging in die zin aan de regering en strekt er, naar het voorbeeld van, *grosso modo*, artikel 195, eerste lid, van hetzelfde Wetboek alleen toe de regering te machtigen tot het “[vaststellen van] de samenstelling van het aanvraagdossier en de vorm van de beslissingen inzake het stedenbouwkundig attest.”

In zoverre het ontwerpbesluit van toepassing is op de beslissingen inzake stedenbouwkundige attesten, ontbeert het bijgevolg rechtsgrond.<sup>1</sup>

3. Met betrekking tot de stedenbouwkundige vergunningen strekt de ontworpen tekst er in het bijzonder toe de aanvrager te verplichten de vergunning op verschillende plaatsen aan te plakken, buiten het geval bedoeld in artikel 194/2 van het BWRO.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Zie in die zin advies 67.499/4, op 5 juni 2020 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot besluit nr. 2020/037 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juni 2020 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 tot bepaling van de vorm en van de procedures voor de bekendmaking en de terbeschikkingstelling van de beslissingen, genomen door het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar en de Regering inzake stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67499.pdf>.

<sup>2</sup> Dat artikel bepaalt:

“Een mededeling die te kennen geeft dat de vergunning afgegeven is, moet op het terrein worden aangeplakt door de aanvrager, hetzij, wanneer het werken betreft, vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan, hetzij, in de overige gevallen, vanaf de voorbereidingen voor de handeling of handelingen en tijdens de hele uitvoering ervan. Gedurende die tijd, moet de vergunning en het bijhorende dossier, of een door het gemeentebestuur of de gemachtigde ambtenaar gewaarmerkt afschrift van deze stukken, voortdurend ter beschikking van de in artikel 301 aangewezen ambtenaren liggen, op de plaats waar de werken worden uitgevoerd en de handeling of handelingen worden verricht.

De houder van de vergunning moet het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigde ambtenaar per aangetekend schrijven op de hoogte brengen van de aanvang van de toegestane werken of handelingen alsook van de in het eerste lid bedoelde aanplakking, ten minste acht dagen alvorens de werken aan te vatten.

De Regering stelt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel vast.”

Bij artikel 195 van het BWRO wordt uitsluitend de regering gemachtigd om de nadere regels te bepalen volgens welke de overheden de bevolking en de overheden die werden geraadpleegd tijdens de behandeling van de vergunningsaanvraag moeten informeren over de goedkeuring van hun beslissingen tot verlening of weigering van vergunning en deze beslissingen aan hen ter beschikking moeten stellen.

Dat artikel machtigt de regering niet om informatie- en bekendmakingsverplichtingen op te leggen aan derden die niet de vergunnende overheden zijn.

In zoverre het ontwerp ertoe strekt de aanvrager ertoe te verplichten de vergunning op verschillende plaatsen aan te plakken, buiten het geval zoals bedoeld in artikel 194/2 van het BWRO, kan het dus geen rechtsgrond vinden in het voornoemde artikel 195.

Het ontwerp moet herzien worden in het licht van deze opmerking.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. De bepalingen waarnaar verwezen wordt in het eerste, het tweede, het derde, het vijfde, het zevende en het achtste lid, strekken dit ontwerp niet tot rechtsgrond en worden daarbij niet gewijzigd.

Die bepalingen mogen in de aanhef bijgevolg niet vermeld worden in de vorm van verwijzingen.

Zij kunnen evenwel vermeld worden in de vorm van overwegingen.

2. De aanhefverwijzingen in verband met het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit en van de Raad van State moeten vóór de overwegingen geplaatst worden.

## DISPOSITIEF

### Artikel 2

1. Artikel 12 van het decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 ‘betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen’ bepaalt:

“De bevoegde bestuurlijke overheden maken de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen ervan die waren onderworpen aan een milieueffectenrapport of aan een effectenstudie, binnen de tien werkdagen na de uitreiking ervan openbaar in de rubriek ‘transparantie’ van hun website. Dit rapport of deze studie wordt eveneens openbaar gemaakt. Wanneer de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag onderworpen was aan speciale regelen van openbaarmaking, moeten ook de samenvattende plannen openbaar gemaakt worden.

Los van het feit of een milieueffectenrapport of een effectenstudie werd opgemaakt, maken de bevoegde bestuurlijke overheden binnen dezelfde termijn de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen ervan openbaar wanneer zij belangrijke gevolgen kunnen hebben voor het milieu of voor de ruimtelijke ordening.

Wanneer de in de leden 1 en 2 bedoelde documenten gegevens bevatten over het privéleven, gegevens die het voorwerp uitmaken van een intellectueel eigendomsrecht of gegevens waarvan de openbaarmaking een ernstig gevaar zou betekenen voor de openbare veiligheid, vergewist de bestuurlijke overheid zich ervan of deze gegevens uit het document zijn weggelaten voordat ze het openbaar maakt.”

Die bepaling is hoe dan ook van toepassing, ongeacht de regels waarin bij het ontwerp voorzien wordt.

Het ontwerpbesluit moet zich voegen naar artikel 12 aangezien het gaat om een norm van wetgevende aard, die dus hoger staat in de hiërarchie der normen.

*A priori* wordt bij het ontwerpbesluit niet voorzien in een regel die in strijd is met de regels die voortvloeien uit artikel 12.

Dat neemt niet weg dat het, teneinde verwarring of twijfel te vermijden met betrekking tot de vraag of het ontwerp conform die wetgevende norm is, aanbeveling verdient de ontworpen tekst aldus aan te vullen dat daarin, buiten de gegevens zoals bedoeld in het ontworpen artikel 6, tweede lid, evenmin de gegevens vrijgegeven worden die het voorwerp uitmaken van een intellectueel eigendomsrecht of waarvan de openbaarmaking een ernstig gevaar zou betekenen voor de openbare veiligheid, en dat overeenkomstig artikel 12 van het decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019.

2. In punt 3°, b) (ontworpen artikel 6, § 4, tweede lid, 3°) wordt gewag gemaakt van een “brief waarin dat advies [van het stedenbouwkundig college] bevestigd wordt, vergezeld van de bijhorende afgestempelde plannen”.

In dat verband bepaalt artikel 188/2, eerste lid, van het BWRO dat “(...) het Stedenbouwkundig College zijn advies aan de partijen en aan de Regering [laat] weten binnen vijfenzeventig dagen na de verzendingsdatum van het beroep”, maar voorziet het er niet in dat een brief verstuurd wordt waarin dat advies van het stedenbouwkundig college bevestigd wordt, vergezeld van de bijhorende afgestempelde plannen.

De steller van het ontwerp moet het dispositief opnieuw onderzoeken en moet het, in voorkomend geval, aldus herzien dat het perfect aansluit bij de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de regels inzake de kennisgeving van het advies van het stedenbouwkundig college waarvan sprake is in de artikelen 188/1 en volgende van het BWRO.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET